

# Hong Kong – Chine : un dragon à deux têtes

Françoise Lemoine  
Alix de Saint Vaulry,  
Mouhamadou Dramé<sup>1</sup>

## Résumé

*Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong passera sous souveraineté chinoise mais l'accord sino-britannique conclu en décembre 1984 prévoit que le territoire gardera son autonomie et son système socio-économique. La densité des réseaux d'échanges qui se tissent entre Hong Kong et la Chine indique qu'à certains égards, l'après-1997 est déjà là. De cette intégration économique surgit un dragon à deux têtes qui se fait sa place dans l'économie mondiale.*

*Les relations commerciales entre Hong Kong et la Chine connaissent un nouvel essor à partir de 1978. De 1978 à 1992, la part des exportations de Hong Kong dans le total des échanges mondiaux triple, progression due essentiellement à la percée des réexportations : en 1992, celles-ci sont trois fois plus élevées que les exportations propres de la colonie et sont constituées à 60 % de produits venus de la Chine continentale, contre 25 % dix ans plus tôt.*

*Quelles mutations traduisent ces chiffres ? La politique d'ouverture menée par la Chine a conduit Hong Kong à délocaliser massivement ses activités industrielles vers les nouvelles zones accessibles aux investissements étrangers. Ces délocalisations, qui auraient atteint les deux tiers de l'industrie de Hong Kong et parfois même la totalité d'un secteur dans le cas du jouet, expliquent la dynamique des courants d'échanges depuis 1985. Ces transferts dotent la Chine de nouvelles capacités industrielles qui se traduisent par la montée de ses exportations de produits textiles, mais aussi par une percée spectaculaire dans le matériel électrique et électronique.*

*Quelles ont été les conséquences pour l'économie chinoise ? Les investissements directs étrangers représentent 8 à 10 % de la FBCF de la Chine, et ceux de*

1. Françoise Lemoine, Alix de Saint Vaulry et Mouhamadou Dramé sont chargés de mission au CEPPII.

Hong Kong 6 à 7 %. Une fraction importante de ces investissements étant réalisée en machines et équipements, ceux-ci ont contribué à la modernisation de l'appareil productif. Ils se concentrent pour les quatre cinquièmes dans l'industrie et pour 60 % dans les provinces côtières. L'internationalisation de l'économie chinoise a bien été amorcée par cette émergence de secteurs industriels en forte croissance, mais elle est restée localisée dans certaines régions.

Fondée sur de très fortes complémentarités, l'association Hong Kong-Chine développe un potentiel d'échanges qui n'est pas resté sans conséquence au niveau mondial : les Etats-Unis et la Communauté européenne ont, en 1992, reçu 60 % des réexportations de produits chinois qui transitent par Hong Kong, la part des Douze étant passée de 10 % en 1982 à 25 % en 1992. La Chine a fourni en 1992 93 % des réexportations de Hong Kong parvenues sur le marché américain. La zone Hong Kong-Chine a ainsi doublé son poids dans le commerce mondial en dix ans et elle est devenue la deuxième puissance exportatrice de l'Asie, mais loin derrière le Japon.

La nature et l'intensité des liens économiques qui se tissent entre la République Populaire de Chine, Hong Kong et Taiwan suggèrent qu'est en formation un « espace économique chinois », une « grande Chine » qui émerge comme une formidable puissance industrielle et commerciale. En fait, le rapprochement économique entre la Chine et Taiwan, relativement récent, progresse à grande vitesse, mais emprunte des voies encore opaques, qui passent par Hong Kong, et il est freiné par des obstacles politiques. Au contraire, Hong Kong et la Chine constituent un ensemble économique déjà fortement intégré, et le processus s'accélère à l'approche de 1997, quels que soient les litiges politiques entre Pékin et Londres. Une nouvelle division du travail s'est mise en place depuis que l'ouverture chinoise a stimulé les mouvements de marchandises et de capitaux de part et d'autre de la frontière. Hong Kong a délocalisé massivement ses industries manufacturières en Chine où celles-ci ont trouvé un regain de compétitivité. Elles sont à l'origine de la vague d'industrialisation et d'internationalisation de l'économie chinoise depuis dix ans. L'association des capitaux et du savoir-faire technique et commercial de Hong Kong avec les ressources quasi inépuisables de main-d'œuvre chinoise a créé un nouveau pôle du commerce mondial (encadré 1).

## Encadré 1

### Les relations entre Hong Kong et la Chine, 1898-1997

Le traité de Nankin, qui clôt la première guerre de l'opium en 1841, a donné l'île de Hong Kong à la Grande-Bretagne ; en 1858, le traité de Tientsin y a ajouté la presque île de Kowloon ; en 1898, la convention de Pékin lui a cédé à bail pour 99 ans une partie additionnelle du continent, les « nouveaux territoires ». La colonie a toujours joué un rôle actif dans les échanges entre la Chine et le reste du monde. Dès la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la présence des sociétés britanniques en fait déjà un lieu d'entrepôt, de réparations navales, et elle est une des pointes du commerce triangulaire entre la Grande-Bretagne, l'Inde et la Chine.

Occupée par les Japonais en 1941, Hong Kong retrouve dans l'immédiat après-guerre son dynamisme commercial. Jusqu'en 1949, elle bénéficie de l'arrivée d'entrepreneurs chinois, notamment de Shanghai, qui fuient la guerre civile sur le continent ; après la prise du pouvoir par le parti communiste, les besoins de la Chine en machines et équipements importés confirment Hong Kong dans son rôle d'intermédiaire commercial. Mais l'embargo sur le commerce avec la Chine, décidé par les Etats-Unis et l'ONU, en 1950, à la suite de l'intervention militaire chinoise en Corée, met brutalement fin à ses activités de transit. Ce désastre commercial est à l'origine de sa reconversion réussie vers l'industrie manufacturière qui en fait un des « nouveaux pays industriels » de l'Asie. D'entrepôt, Hong Kong se transforme en un atelier à vocation mondiale, exportant vers les pays développés les produits d'industries qui se diversifient progressivement du textile vers l'électronique.

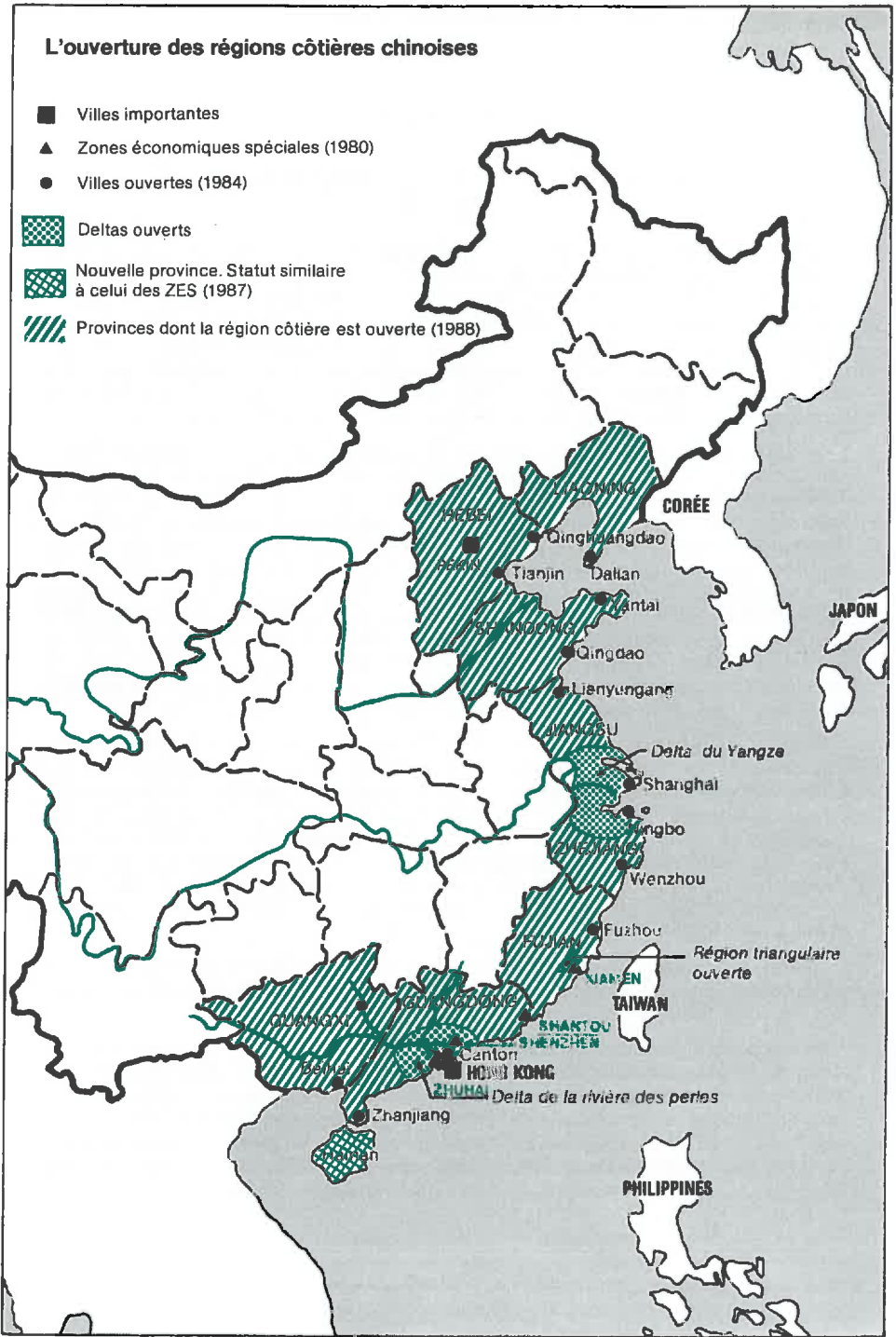
Pendant les années soixante et soixante-dix, les échanges extérieurs de la colonie sont dominés par l'exportation des produits de ses industries manufacturières. La Chine y occupe une place minime, mais elle conserve un rôle non négligeable comme fournisseur de produits destinés à Hong Kong et à ses réexportations. Ces opérations de transit par Hong Kong de produits chinois correspondent principalement à des ventes par des organismes chinois à des sociétés de Hong Kong qui se chargent de les réexporter. Hong Kong joue donc un véritable rôle d'intermédiaire. Les opérations de simple transit technique par la colonie sont l'exception (Youngson, 1983).

Avec l'ouverture économique de la Chine sur l'extérieur qui débute en 1978, s'amorce une nouvelle phase de l'histoire de Hong Kong qui devient partie prenante à la nouvelle stratégie chinoise.

Le territoire reviendra sous souveraineté chinoise au 1<sup>er</sup> juillet 1997 mais avec un statut de Région administrative spéciale qui lui conserve son autonomie (hors la Défense et les Affaires étrangères) et son système socio-économique. L'accord sino-britannique de décembre 1984 prévoit ainsi que seront maintenus le statut de port franc et de territoire douanier séparé de la Chine, la liberté de circulation des capitaux, un système financier et fiscal indépendant de Pékin ; la région pourra aussi négocier ses accords commerciaux internationaux (Béja, 1993).

## L'ouverture des régions côtières chinoises

- Villes importantes
- ▲ Zones économiques spéciales (1980)
- Villes ouvertes (1984)
- ▨ Deltas ouverts
- ▩ Nouvelle province. Statut similaire à celui des ZES (1987)
- ▧ Provinces dont la région côtière est ouverte (1988)



## Le nouvel espace ouvert en Chine aux sociétés de Hong Kong

L'économie de Hong Kong a toujours évolué sous l'influence de la situation en Chine. Quand, à partir de 1950, le commerce extérieur de la Chine, frappée d'embargo, a chuté, la colonie a réagi en développant avec succès des activités industrielles. Trente ans après, l'ouverture et la libéralisation de l'économie chinoise offrent aux sociétés de Hong Kong de nouvelles opportunités et conduisent à une expansion sans précédent de son commerce international.

### La Chine au cœur du commerce international de Hong Kong depuis 1978

De la fin des années soixante à celle des années soixante-dix, les échanges commerciaux de Hong Kong progressent à peine plus vite que le commerce international. Le poids de la colonie dans les exportations mondiales de produits manufacturés s'élève de 1,0 % (1967) à 1,15 % en 1978. Les exportations de la colonie ont traditionnellement une double composante : les réexportations et les exportations propres, et à cette époque, ces dernières dominent (encadré 2). Les exportations de produits fabriqués à Hong Kong constituent en effet les quatre cinquièmes du total des exportations, ce qui reflète le succès de la stratégie d'industrialisation suivie depuis les années cinquante et la percée des industries manufacturières de Hong Kong sur les marchés mondiaux. La deuxième composante, les réexportations, correspond à des transactions qui passent par Hong Kong (importation suivie de réexportation) soit parce que des sociétés de la colonie jouent le rôle d'intermédiaire, soit parce que le territoire sert de lieu de transit ou d'entrepôt en raison de ses bonnes infrastructures, portuaires notamment. Avant 1978, ce type de commerce progresse plutôt moins vite que les exportations propres de la colonie.

#### Encadré 2

#### Les échanges commerciaux de Hong Kong

Les statistiques du commerce extérieur de Hong Kong recensent trois composantes\* :

- les réexportations qui sont les produits importés par Hong Kong et réexportés sans y avoir subi un changement de forme, de nature ou d'usage ;
- les exportations propres du Territoire (*domestic exports*), qui sont, outre les ressources naturelles, les produits qui ont été fabriqués à Hong Kong et ceux qui y

ont été transformés, le matériau de base ayant changé de forme, de nature ou d'usage ;

– les importations, qui comprennent, sans distinction, les produits importés pour être réexportés et les produits « retenus » à Hong Kong pour consommation locale ou pour transformation ultérieure.

Cet article est centré sur les réexportations de Hong Kong en provenance et à destination de la Chine. Le Census and Statistics Department de Hong Kong tient des statistiques détaillées sur les produits importés d'un pays pour être réexportés vers un autre (ou parfois le même). Ces données ont permis de construire, sur la période qui va de 1982 à 1992, le réseau de tous les échanges bilatéraux qui transitent par Hong Kong. Dans ce réseau, les flux qui ont pour origine ou pour destination la Chine acquièrent au cours de cette période une place dominante. Dans l'analyse par produits, les données de base ont été agrégées selon la nomenclature de la base CHELEM\*\*.

Les informations disponibles imposent deux limites à l'analyse. Tout d'abord, la frontière entre exportations propres de Hong Kong et réexportations est imprécise et instable. Ces dernières recouvrent à la fois du simple commerce d'entrepôt, des transactions purement documentaires, mais aussi des opérations d'assemblage partiel, de conditionnement et d'emballage. Ainsi les opérations de réexportation donnent lieu à la création d'une valeur ajoutée par les sociétés de Hong Kong (profit, salaires, impôts). C'est l'importance de la valeur ajoutée locale qui détermine la nature des flux et leur répartition entre réexportations et exportations propres. En deuxième lieu, l'impossibilité de distinguer entre les différentes affectations des importations (à l'usage local ou pour réexportation) introduit une certaine opacité dans les flux de réexportations de Hong Kong et gêne l'appréciation du rôle du Territoire. Compte tenu du fait que les réexportations par pays d'origine incorporent la valeur ajoutée à Hong Kong, elles ne peuvent, telles quelles, être retranchées des importations globales afin d'obtenir un chiffre des importations « retenues ».

La base de données CHELEM du CEPII est construite à partir des déclarations de Hong Kong publiées par l'ONU (COMTRADE) et des chiffres de réexportations fournies par le Hong Kong Census and Statistics Department. Dans CHELEM, les flux de réexportations de Hong Kong ont été réaffectés à leurs pays d'origine et de destination finale. Les flux d'échanges entre la Chine et ses partenaires incluent donc le commerce passant par Hong Kong. Les exportations de Hong Kong sont ses exportations « propres », et ses importations sont nettes des réexportations.

\* *Hong Kong Annual Digest of Statistics*, 1992, Census and Statistics Department, Hong Kong.

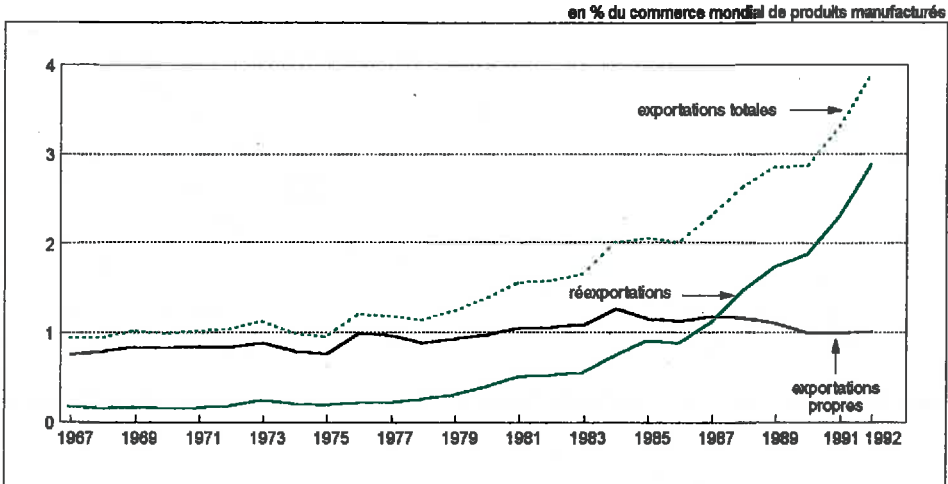
\*\* Comptes Harmonisés sur les Echanges et l'Economie Mondiale.

A partir de la fin des années soixante-dix, quand la Chine se lance dans une politique de réformes et d'ouverture économiques, le commerce extérieur de Hong Kong prend un tour nouveau : les exportations de Hong Kong augmentent à un rythme plus soutenu et qui s'accélère dans la deuxième moitié des années quatre-vingt. Leur poids dans les échanges mondiaux de produits manufacturés a triplé en dix ans et atteint près de 4 % en 1992. Ce sont les réexportations qui portent ce mouvement (passant de 0,23 % à 2,9 % du commerce mondial) et leur montant à

la fin des années quatre-vingt dépasse celui des exportations propres de la colonie ; en 1992, elles en représentent pratiquement le triple (graphique 1).

GRAPHIQUE 1

## Les exportations de Hong Kong dans le commerce mondial de produits manufacturés



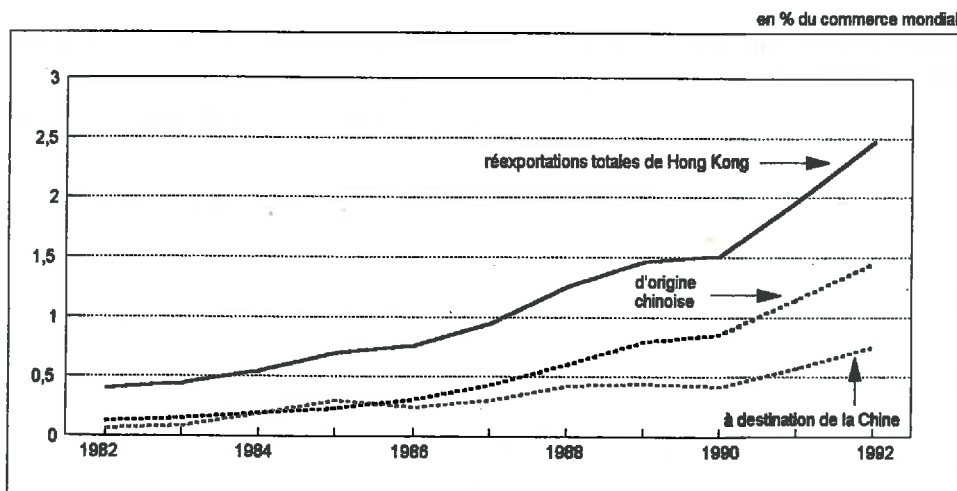
Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM-Commerce internationale du CEPII

Loi de pâtir de la diversification et de l'expansion des relations commerciales de la Chine<sup>1</sup> à partir de 1978, les liens entre Hong Kong et la Chine se resserrent. Celle-ci joue un rôle décisif dans l'ascension commerciale de la colonie : elle est de loin le principal fournisseur de produits réexportés puisque, en 1992, ils viennent à 60 % de Chine (contre 25 % en 1982) ; et elle est, après les Etats-Unis, le deuxième débouché des réexportations de Hong Kong (30 % en 1992 contre 18 % dix ans auparavant). Globalement, c'est environ les neuf dixièmes des réexportations de Hong Kong qui impliquent la Chine à un titre ou à un autre, contre moins de la moitié en 1982 (graphique 2).

Les exportations propres de Hong Kong sont loin d'avoir épousé le dynamisme de ce commerce indirect. Elles fléchissent même relativement depuis le milieu des années quatre-vingt, ce qui indique un affaiblissement des capacités d'exportation des industries du territoire. Celles-ci sont en outre de plus en plus dépendantes de

1. Les Etats-Unis n'ont de commerce direct avec la Chine qu'à partir de 1978, date où ils nouent des relations diplomatiques.

## Réexportations de Hong Kong, le rôle de la Chine



Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce international du CEPII

la Chine, qui de débouché négligeable en 1982 (0,2 % des exportations propres) devient en 1992 le deuxième marché d'exportation des industries de la colonie (28 %), après les Etats-Unis.

Dans les importations totales de Hong Kong, la Chine pèse aussi de plus en plus lourd (37 % en 1992 contre 17 % en 1978) ; elle avait d'ailleurs, même dans sa période d'isolement, maintenu des flux d'exportation relativement importants, fondés sur des intérêts réciproques : pour Hong Kong un approvisionnement à bas coûts en matières premières et produits alimentaires (importations retenues par Hong Kong) ; pour la Chine un accès via la colonie aux marchés mondiaux (transit).

Ces inflexions majeures dans les échanges de Hong Kong depuis 1978, et la place qu'y prend la Chine, résultent de changements profonds dans les appareils industriels de chacun des deux pays.



## Délocalisations en Chine : un souffle nouveau pour les industries de Hong Kong

La politique que mettent en œuvre les dirigeants de Pékin à partir de 1979 a pour effet de libéraliser progressivement et de stimuler de manière sélective les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux entre la Chine et le reste du monde ; elle crée ainsi un nouvel environnement à l'économie de Hong Kong. La proximité géographique, le rôle traditionnel de la colonie dans le commerce extérieur chinois, les réseaux de parentèle toujours prompts à se mobiliser (Bergère, 1993), mettent l'économie de Hong Kong en prise directe sur les transformations en cours de l'autre côté de la frontière.

Dans un premier temps, le gonflement du commerce entre Hong Kong et la Chine est dû principalement aux effets mécaniques de l'ouverture commerciale chinoise qui, en augmentant les exportations et importations (grâce à des financements externes, à la promotion des exportations, à l'accélération de la croissance), bénéficie à Hong Kong en tant que fournisseur, client et intermédiaire. Dans la première moitié des années quatre-vingt, la colonie a élargi ses activités de transit en partie pour des raisons techniques : alors que les ports chinois sont engorgés et vétustes, Hong Kong a une capacité qui dépasse celle de tous les ports chinois réunis et, deuxième port de conteneurs de l'Asie après Singapour, offre des facilités incomparables. La démonopolisation du commerce extérieur chinois a aussi joué en sa faveur : les sociétés chinoises de commerce extérieur se sont multipliées au niveau provincial et local et ont implanté des antennes à Hong Kong pour bénéficier des contacts internationaux et des réseaux de ventes de la colonie.

Mais, depuis le milieu des années quatre-vingt, le dynamisme des échanges entre Hong Kong et la Chine est soutenu par la délocalisation massive des industries de Hong Kong de l'autre côté de la frontière. Les dispositions prises à partir de 1979 par les autorités chinoises dans le cadre de la politique d'ouverture affichent clairement comme priorité de promouvoir l'implantation d'industries exportatrices, d'attirer de l'étranger des investissements directs et des transferts de techniques, pourvu qu'ils soient porteurs de nouvelles capacités d'exportation. Cela a eu pour effet d'ouvrir un nouvel espace d'activité aux entreprises de Hong Kong.

En 1979, le gouvernement chinois a créé quatre zones économiques spéciales dans le sud de la Chine, trois dans la province de Canton <sup>1</sup>, une dans la province voisine du Fujian face à Taiwan. Elles offrent des conditions attractives aux investisseurs étrangers (exemptions fiscales, flexibilité de l'emploi) et des incitations spéciales à l'exportation : entrée en franchise douanière de produits importés destinés à être réexportés après transformation ; droit pour les entreprises exportatrices de conserver l'intégralité de leurs revenus en devises. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, des dispositions analogues ont été mises en œuvre dans les nouvelles zones progressivement « ouvertes » : villes côtières (1984),

1. Ou province du Guangdong.

deltas de la rivière des Perles (dans la province du Guangdong) et du Yangtsé (arrière-pays de Shanghai), triangle de Xiamen (sur la côte de la province de Fujian) en 1985 ; et enfin à partir de 1988, la plupart des provinces côtières se dotent de zones de développement économique et technique qui offrent des conditions analogues (Lemoine, 1990 ; carte p. 66).

Dans la province du Guangdong, l'extension de ces « zones ouvertes » est allée de pair avec une libéralisation des mécanismes économiques internes : les prix, le commerce, les circuits financiers. Dès 1979, la province du Guangdong et celle du Fujian ont servi de terrain d'expérimentation pour les mesures de réforme et d'ouverture ; en 1988, la province du Guangdong était confirmée dans son statut de province pilote, ce qui a accéléré la transformation de son économie et créé une situation où la frontière économique avec Hong Kong est en voie de disparition rapide (Wu Junhua, 1993).

Du côté de Hong Kong, plusieurs facteurs ont amplifié le mouvement de délocalisation dans la deuxième moitié des années quatre-vingt. L'accord sino-britannique en décembre 1984 a levé, pour un temps, les incertitudes sur l'avenir de la colonie ; en outre, les réformes économiques se généralisent en Chine et gagnent en crédibilité d'autant que les conditions faites aux entreprises à capital étranger se précisent et s'assouplissent, notamment en matière d'accès aux devises et au marché intérieur (Pomfret, 1994). A Hong Kong, l'inflation et l'augmentation des salaires (tableau 1A en annexe) tendent à faire perdre aux industries manufacturières leur compétitivité internationale, et rendent d'autant plus attractifs le bas prix des terrains et le faible coût de la main-d'œuvre de l'autre côté de la frontière : dans la province de Canton, le prix du mètre carré était, en 1991, le quart de celui de Hong Kong, le salaire moyen était le sixième. Enfin en 1989, les Etats-Unis, principal débouché, cessent d'octroyer à Hong Kong, comme aux autres NPI, le système de préférences généralisées, ce qui nuit encore à la compétitivité des industries locales.

Le transfert sur le territoire chinois d'usines et d'ateliers de Hong Kong a emprunté, entre autres canaux, la création de sociétés à capital mixte ou intégralement étrangères, et de sociétés en coopération dont le fonctionnement est fixé par contrats entre partenaires. De 1979 à 1992, les capitaux investis par Hong Kong en Chine dépassent 20 milliards de dollars. Bien sûr, ces investissements ne correspondent pas toujours à des opérations de délocalisation : il y a des investissements dans les services, les infrastructures. En outre, tous ces capitaux ne viennent pas de Hong Kong, dont les sociétés servent de couverture à des investisseurs d'autres pays, comme Taiwan, voire à des investisseurs de Chine Populaire qui passent par Hong Kong pour bénéficier des privilèges accordés sur le continent aux sociétés à capital « étranger ». Ces faux investissements étrangers représenteraient environ un quart du total en 1992 (2,3 milliards de dollars sur 9 milliards).

Mais la délocalisation prend souvent d'autres voies que les investissements directs et s'opère dans le cadre de simples contrats d'assemblage ou de sous-traitance et par la création d'ateliers travaillant à façon (Bouteiller, 1994). Globa-

lement, on estime que les deux tiers de l'industrie de Hong Kong ont été délocalisés en Chine <sup>1</sup>, dont par exemple la quasi-totalité de l'industrie du jouet <sup>2</sup>.

Ces opérations de travail à façon (*outward processing*), qu'elles passent ou non par des sociétés mixtes, occupent désormais dans le commerce entre la Chine et Hong Kong une place considérable qui met en lumière l'ampleur des délocalisations, et éclaire d'un jour nouveau à la fois le gonflement des échanges entre Hong Kong et la Chine et la vague d'industrialisation chinoise des années quatre-vingt. De 1989 à 1991, en effet, les trois-quarts des exportations propres de Hong Kong vers la Chine relèvent d'opérations de travail à façon et correspondent donc au transfert de l'autre côté de la frontière d'un ou plusieurs stades de transformation ou de montage, en vue de la réimportation du produit élaboré ou fini ; en contrepartie, les importations de Hong Kong en provenance de Chine sont dominées aux deux tiers par ces réimportations après transformation (tableau 1). Hong Kong sert aussi d'intermédiaire à des sociétés de pays tiers qui viennent opérer des délocalisations en Chine, c'est le cas de Taiwan notamment qui ne peut, en principe, investir directement sur le continent.

TABLEAU 1

### Hong Kong : opérations de travail à façon dans les échanges avec la Chine

	Valeur des opérations de travail à façon (milliards de US \$)		Part du travail à façon dans le total du commerce avec la Chine (en %)	
	1989	1991	1989	1991
Importations en provenance de Chine	14,6	25,3	58,1	67,6
Exportations propres vers la Chine	4,1	5,2	76,0	76,5
Réexportations vers la Chine	5,8	9,4	43,6	48,2

Source : « Hong Kong Annual Digest of Statistics 1992 », Census and Statistics Department, Hong Kong.

Cette nouvelle division du travail avec la Chine a des effets sur les structures économiques de la colonie : elle conduit notamment à une baisse de 25 % de la main-d'œuvre industrielle (qui passe de 850 000 à 630 000 personnes) de 1982 à 1991 et à une réorientation de l'emploi vers le commerce, les transports, le secteur financier (tableau 2). La part de l'industrie dans le PIB est aussi en déclin (de 20,7 à 17,2 %) au profit principalement des services commerciaux (commerce de gros

1. Colloque *Le monde chinois*, Hong Kong, 1992.

2. *Lettre de Chine*, Poste d'expansion économique, Pékin, février 1994.

et de détail, import-export). Ceux-ci représentent en effet la contribution des sociétés de Hong Kong à la valeur finale des produits réexportés. Cette valeur ajoutée dans la colonie (salaires, profits, taxes) fait que depuis 1990 les réexportations de produits chinois par Hong Kong (52 milliards de dollars en 1992) dépassent le montant des importations totales de Hong Kong en provenance de Chine (46 milliards de dollars).

TABLEAU 2

**Evolution de la structure de l'emploi à Hong Kong de 1982 à 1991**

En %

	1982	1991
Administration	7,8	7,6
Industrie manufacturière	41,0	25,6
Commerce, Import-Export, Hôtels, Restaurants	25,0	35,5
Transport, Communication, Entrepôts	4,2	5,5
Finances, Immobilier, Affaires	8,0	12,0
Autres	14,0	13,8
<b>Total en millions</b>	<b>2 068</b>	<b>2 456</b>

Source : « Hong Kong Annual Digest of Statistics 1992 », Census and Statistics Department, Hong Kong.

**La percée des produits électriques et électroniques fabriqués en Chine**

Jusqu'en 1985, l'ouverture de la Chine entraîne une accélération plus forte de ses importations que de ses exportations via Hong Kong : de 1980 à 1985, les flux de produits chinois passant par Hong Kong à destination de pays tiers quadruplent et les importations chinoises via Hong Kong décuplent. Le déficit qu'enregistre la Chine dans ces échanges en 1985 confirme le rôle de la colonie comme moyen d'accès au marché chinois.

A partir du milieu des années quatre-vingt, les délocalisations industrielles ont pris assez d'ampleur pour modifier radicalement la nature du commerce entre les deux partenaires. Les réexportations de produits chinois par Hong Kong explosent de 6,6 milliards de dollars en 1986 à 52 milliards en 1992, alors que les exportations propres de la colonie plafonnent (graphique 3). Des milliers d'ateliers et d'usines disséminés dans la province du Guangdong ont substitué leurs fabrications à celles des entreprises de Hong Kong qui se chargent ensuite de les commercialiser sur le marché mondial avec le label *made in China*. Cette division du travail entraîne un va-et-vient incessant de produits, à divers stades de fabrication, qui contribue à gonfler les échanges (18 000 camions passent chaque jour la frontière en 1992).

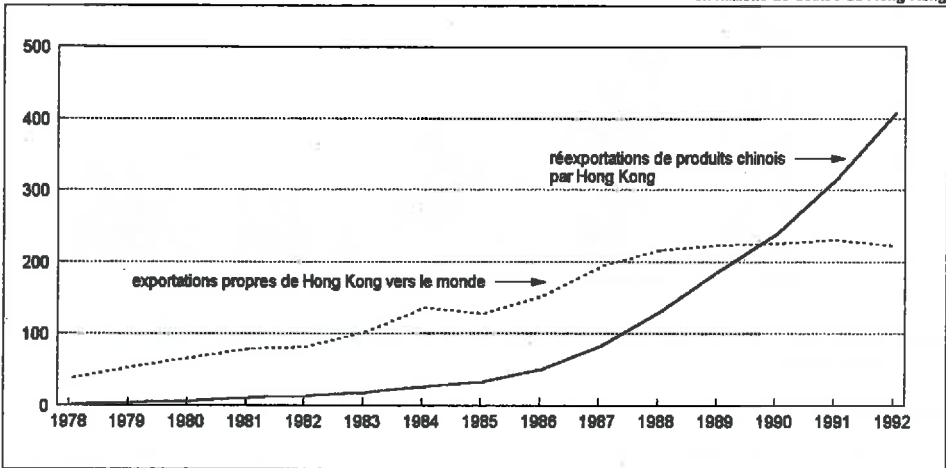
Désormais, Hong Kong réexporte beaucoup plus de produits venant de Chine qu'elle ne réexporte vers la Chine de produits venant de pays tiers ; cette asymétrie de plus en plus marquée dans le commerce de transit traduit l'efficacité du couple

Hong Kong – Chine dans la conquête des marchés extérieurs, mais les gains que chacune des deux parties en retire ne peuvent être évalués précisément puisque l'on ignore leurs contributions respectives à la valeur ajoutée des produits ainsi réexportés.

GRAPHIQUE 3

### Effets des délocalisations en Chine sur les exportations de Hong Kong

en millions de dollars de Hong Kong



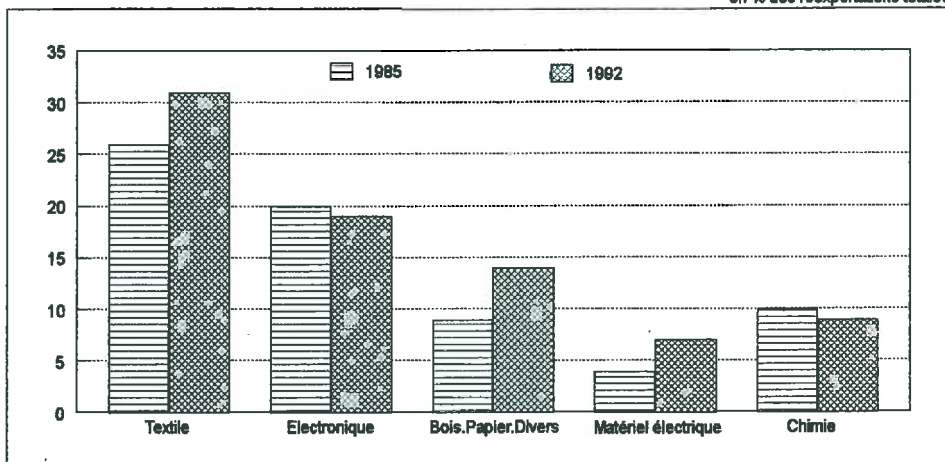
Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce International du CEPII

Entre 1982 et 1992, la structure par filières des réexportations totales de Hong Kong n'a guère changé et leur hiérarchie reste identique : textile, électronique, bois-papier-divers, chimie, matériel électrique demeurent aux premiers rangs (graphique 4). Mais en dix ans, le rôle de la Chine comme fournisseur des produits ainsi réexportés a rapidement évolué sous l'effet de l'implantation des industries de Hong Kong sur le continent : le graphique 5 montre comment la Chine a renforcé sa prépondérance dans la fourniture de produits textiles et de produits manufacturés divers (bois, papier) ; il indique surtout comment elle a développé des capacités d'exportation jusque-là inexistantes dans le secteur du matériel électronique et électrique, puisqu'elle fournit respectivement 50 % et 70 % des réexportations de Hong Kong dans ces filières ; c'est là le résultat des transferts en Chine des ateliers de Hong Kong et d'autres pays comme Taiwan (graphique 5).

Une analyse au niveau plus fin des branches industrielles montre que la poussée des produits chinois dans les réexportations de textile-habillement a été concentrée sur l'aval de la filière : vêtements, bonneterie, chaussures ; que les nouvelles industries d'exportation se concentrent dans l'électronique grand public, l'électroménager, les fournitures électriques, le matériel de télécommunication (tableau 3).

## Principales réexportations de Hong Kong

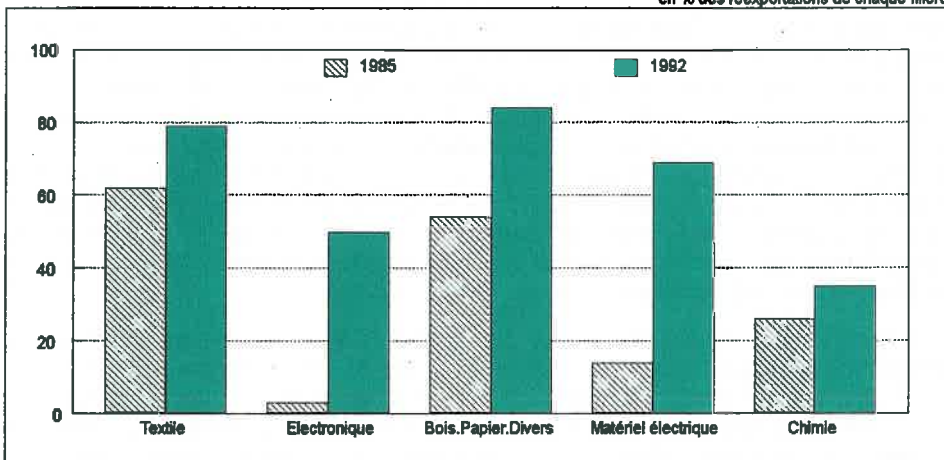
en % des réexportations totales



Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce international du CEPII

## Part des produits d'origine chinoise dans les réexportations de Hong Kong

en % des réexportations de chaque filière



Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce international du CEPII

TABLEAU 3

### Part des produits d'origine chinoise dans les principales réexportations de Hong Kong

En % des réexportations de chaque catégorie de produits

	1982	1985	1992
Articles manufacturés divers	43,6	58,8	90,5
Cuir, fourrures, chaussures	69,1	77,9	87,6
Vêtements de confection	91,1	93,5	97,9
Fils et tissus	34,0	38,8	46,7
Maille - bonneterie	89,7	94,5	97,8
Electronique grand public	6,9	10,4	82,0
Appareils électroménagers	28,6	15,3	93,0
Articles en matière plastique	8,0	9,1	34,2
Appareils et fournitures électriques	23,4	16,0	59,1
Matériel de télécommunication	—	0,5	54,8
Matériel informatique	—	1,1	48,1
Quincaillerie	59,4	46,1	66,6
Horlogerie	2,7	5,0	40,3
<b>Total industrie</b>	<b>31,8</b>	<b>32,8</b>	<b>58,4</b>

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong. Les produits sont classés par ordre d'importance décroissante dans les réexportations en 1992.

En dix ans, la composition des exportations chinoises qui passent par Hong Kong a donc été profondément renouvelée (tableau 4) : essor de la branche cuir-chaussures, des industries du bois-papier-divers et surtout du secteur électrique-électronique qui atteint près du quart du total en 1992.

TABLEAU 4

### Hong Kong : principales réexportations d'origine chinoise

En % des réexportations d'origine chinoise

	1982	1985	1992
Articles manufacturés divers	7,1	12,6	18,6
Cuir, fourrures, chaussures	7,1	9,8	15,5
Vêtements de confection	11,5	11,1	10,2
Fils et tissus	12,0	16,1	7,1
Vêtements de bonneterie	5,4	7,5	6,9
Electronique grand public	0,5	1,1	6,8
Appareils électroménagers	0,4	0,7	3,4
Appareils et fournitures électriques	2,1	0,8	3,4
Matériel de télécommunication	0,0	0,0	3,0
Articles en matière plastique	0,4	0,5	2,6
Matériel informatique	0,0	0,1	2,5
Quincaillerie	5,0	2,6	2,5
Horlogerie	0,4	0,4	2,1
Tapis et textiles	7,0	4,2	1,6
Gros matériel électrique	0,3	0,1	1,4

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong.

## **Chine : des industries extraverties concentrées dans les régions côtières**

L'ampleur de ces délocalisations invite à s'interroger sur leur rôle dans la vague actuelle d'industrialisation de la Chine et dans la formidable poussée de ses exportations depuis dix ans. Il faut passer de l'autre côté de la frontière pour apprécier l'importance prise par les investissements directs, la sous-traitance, le commerce avec Hong Kong dans les performances économiques et commerciales globales de la Chine.

### **Les investissements étrangers, vecteurs des industries modernes**

Les flux d'investissements directs étrangers en Chine sont largement portés par les sociétés de Hong Kong. Les capitaux investis par (ou via) la colonie représentent sur l'ensemble de la période 1979-1992 environ 60 % du total et jusqu'à 70 % en 1992 (Bouteiller, 1994). Leur essor spectaculaire en 1992 et 1993 a fait de la Chine le principal bénéficiaire d'investissements étrangers directs parmi les pays en développement. Le montant des contrats signés en 1992 (58 milliards de dollars, dont 40 milliards pour Hong Kong, selon les sources chinoises) indique que le mouvement va encore s'accélérer dans les années qui viennent.

Le poids que prennent ces investissements dans l'économie chinoise est suffisant pour leur donner une influence directe sur les évolutions macro-économiques, sectorielles et régionales. Ainsi leur flambée en 1992 et 1993 n'est pas étrangère à l'aggravation des tensions inflationnistes qui ont été alimentées par une demande excessive de biens d'investissements. A l'incidence directe de ces investissements étrangers qui est loin d'être négligeable, s'ajoutent des effets d'entraînement sur les dépenses locales.

En 1988, les capitaux étrangers investis représentaient entre 3 % et 5 % (selon le taux de change utilisé) de la formation brute de capital fixe (FBCF) du pays, ceux de Hong Kong à eux seuls entre 2 % et 3,5 %. En 1992, l'afflux d'investissements directs porte leur part à 8-10 % de la FBCF, et celle de Hong Kong à 6-7 % (tableau 5). Etant donné que ces apports prennent le plus souvent la forme d'équipements importés, on est fondé à mesurer leur contribution à l'effort d'investissement du pays en machines et équipements. On sait, en effet, que dans la masse des dépenses d'investissement en Chine, les dépenses de construction et bâtiment, occupent une place prépondérante, alors que les machines et équipements en constituent la composante la plus étroite (un quart de l'investissement total). Cette structure technique de l'investissement explique les faibles progrès de la productivité globale même dans les années quatre-vingt ; en outre, machines et équipe-



ments fabriqués en Chine accusent souvent plusieurs générations de retard sur ceux des pays occidentaux et une partie de l'effort d'investissement accroît peut-être un capital désuet, plus qu'il n'accélère le rattrapage technologique. D'où l'importance cruciale des apports étrangers en machines opérés au titre d'investissements directs sur un plan qualitatif comme quantitatif. Or, on constate que ceux-ci ont de fait un poids très lourd, entre 26 et 32 % des investissements totaux en machines en 1992.

TABLEAU 5

**Poids de l'investissement direct étranger en Chine en 1992**

<i>Montant des investissements en capital fixe</i>			
Millions de yuans :			
– total	1	758 150	
– machines et équipements	2	198 460	
<i>Investissements directs étrangers</i>			
Millions d'US \$ :			
– total	3	11 300	
– en machines et équipements	4	9 225	
Millions de yuans :			
– total	5	a	b
– en machines et équipements	6	63 280	79 100
		51 660	64 575
<i>Part de l'investissement étranger (en %)</i>			
– invest. étranger total / invest. capital fixe	5/1	8,3	10,4
– invest. étranger en machines / invest. total en machines	6/2	26,0	32,5

a) Au taux de change officiel 1 \$ US = 5,6 yuans

b) Au taux de change des marchés swaps 1 \$ US = 7 yuans

Sources : « *China Statistics Abstract 1993* » & « *China Customs Statistics* ».

Initialement les investissements directs se concentraient dans les services (hôtels), mais en 1990-1991, les montants engagés s'orientent aux quatre cinquièmes vers l'industrie. Ils ont donc eu un rôle décisif dans le dynamisme et la diversification de l'industrie chinoise. Ils ont aussi remodelé les économies régionales vers lesquelles ils ont convergé (Kueh, 1992). Cinq provinces de la façade maritime reçoivent plus de 60 % des investissements étrangers et celle du Guangdong en concentre à elle seule 40 %. Le dynamisme économique qui la caractérise est étroitement lié aux investissements directs étrangers qui dès 1991 concourent à 30 % de la FBCF de la province, et ceux de Hong Kong à un cinquième ; les emplois créés par les entreprises de Hong Kong se chiffrent à quelque 3 millions, soit la moitié de la main-d'œuvre industrielle de la province.

## La Chine côtière : un atelier ?

De 1978 à 1992, les échanges extérieurs de la Chine ont progressé à très vive allure. Les exportations ont augmenté au rythme annuel de 14 % et sont passées de 0,9 % à 3,6 % du commerce mondial<sup>1</sup> ; les importations ont augmenté au rythme de 12 %, passant de 0,9 à 2,2 % du commerce mondial. En 1992, exportations et importations représentent chacune près de 20 % du PIB au taux de change courant, contre à peine plus de 5 % en 1978.

C'est l'industrie manufacturière qui a soutenu les rapides progrès des exportations ; comme le montre le tableau 6, la composition sectorielle des ventes a été profondément modifiée : contraction des produits agricoles, des matières premières et de l'énergie ; essor des industries électriques et électroniques, des articles d'habillement et des chaussures. Ce sont les secteurs qui ont fait le dynamisme des réexportations de Hong Kong ; le tableau 7 qui montre l'importance, voire la prépondérance de Hong Kong comme débouché de ces industries en expansion, dévoile l'autre face des phénomènes de délocalisation.

TABLEAU 6

### Structure par produits des exportations chinoises vers le monde

En %

	1985	1992
Produits agricoles et alimentaires	14,4	10,7
Matières premières, combustibles	36,1	9,4
Produits chimiques	5,0	5,1
Machines, matériel de transport	2,8	15,6
dont électrique et électronique	0,5	9,6
Produits intermédiaires manufacturés	16,5	19,0
Produits finis	12,8	40,3
dont vêtements	7,6	17,9
dont chaussures	0,9	5,0
Non ventilés	12,4	-
Total	100	100

Sources : « *China Customs Statistics 1986 et 1992* ».

Ceci soulève des questions sur les performances réelles du secteur exportateur chinois, sur son degré d'autonomie et de maîtrise des processus de production dans les nouvelles industries où il a percé.

Les statistiques d'exportations du ministère chinois du commerce extérieur qui n'incluent la sous-traitance et l'assemblage que pour la valeur ajoutée créée, relativisent d'ailleurs le dynamisme des exportations chinoises (Lardy, 1992). Elles réduisent d'environ un cinquième le montant des exportations par rapport aux statistiques douanières. Celles-ci fournissent depuis peu des précisions sur les

1. D'après les déclarations des partenaires. Source : *Direction of Trade*, FMI, 1993.

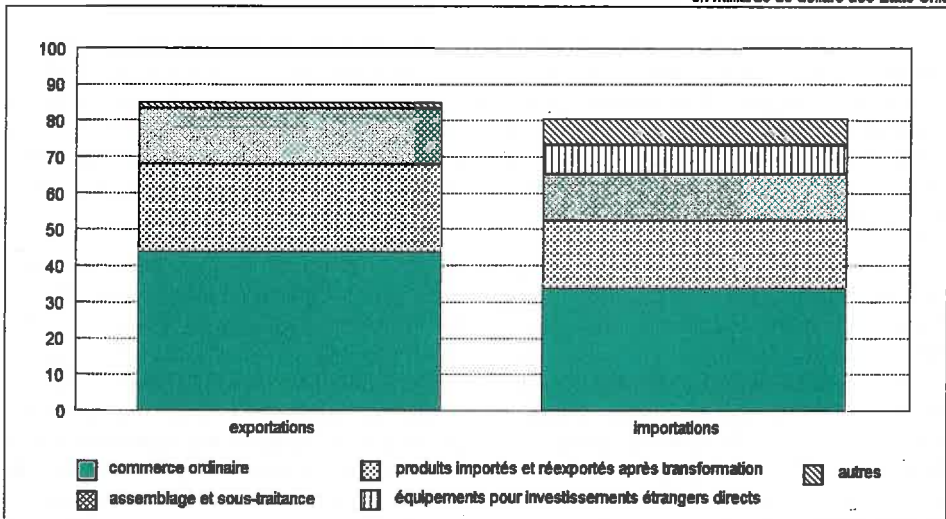
modalités des échanges extérieurs qui permettent de préciser l'importance des opérations de sous-traitance, assemblage, travail à façon. Le graphique 6 montre qu'en 1992 près d'un cinquième des exportations dérive des contrats d'assemblage et sous-traitance, et 28 % sont issus de la transformation de produits importés ; à peine plus de la moitié des exportations correspond à du commerce « ordinaire », c'est-à-dire non directement lié à des opérations d'importation. Du côté des importations, la situation est symétrique : les contrats d'assemblage et sous-traitance avec des firmes étrangères pourvoient à près d'un sixième des importations ; plus d'un cinquième des produits importés est destiné à la réexportation après transformation ; enfin un dixième est réalisé par des sociétés étrangères au titre de l'investissement direct. Seulement 40 % des importations relèvent du commerce « ordinaire ».

Dans ces opérations de transformation de produits importés, la valeur ajoutée par la Chine semble non négligeable : l'écart entre le montant des produits importés et la valeur des réexportations correspondantes est de l'ordre de 20 % en 1992, plus encore en 1993. Mais les taux de valeur ajoutée ainsi calculés sont influencés par les décalages temporels entre les opérations d'importation et de réexportation et par les changements dans la composition par produits.

GRAPHIQUE 6

### Chine : modes d'exportation et d'importation en 1992

en milliards de dollars des Etats-Unis



Source : China Customs Statistics

TABLEAU 7

## Part de Hong Kong dans les exportations de la Chine

En %

	1985	1992
Produits agricoles et alimentaires	31,9	23,4
Matières premières, combustibles	8,2	10,3
Produits chimiques	18,2	27,2
Machines, matériel de transport	27,0	53,6
dont électrique et électronique	89,4	74,9
Produits intermédiaires manufacturés	37,9	42,3
Produits finis	22,8	44,2
dont vêtements	13,5	39,6
dont chaussures	25,4	37,0
Non ventilés	62,4	81,5
Total	26,2	44,7

Sources : « China Customs Statistics 1986 et 1992 ».

L'image qui ressort est celle d'une industrie largement articulée sur l'extérieur, en amont comme en aval. La stratégie de modernisation dessinée en 1988 par le premier ministre Zhao Ziyang pour les régions côtières qui prônait le développement d'industries exportatrices basées sur la transformation de produits importés, a ainsi été mise en œuvre.

Cette internationalisation de l'industrie chinoise est corroborée par le rôle que jouent désormais les entreprises mixtes et étrangères dans le commerce extérieur chinois : en 1993 (10 premiers mois), elles réalisent plus du quart des productions exportées, et 40 % des importations.

Cette internationalisation est circonscrite à l'aire géographique des provinces côtières, plus exactement d'un petit nombre d'entre elles (Guangdong, Fujian, Zhejiang, Jiangsu). Ces quatre provinces accaparent 58 % des investissements étrangers et ont doublé leur part dans les exportations chinoises qui atteignent 40 % en 1992 ; la zone côtière dans son ensemble concentre 95 % des activités de sous-traitance et travail à façon pour l'étranger, et ces opérations entrent pour plus des deux tiers dans leurs exportations totales.

La province de Canton est à cet égard un cas extrême d'économie très internationalisée. En 1991, les exportations y représentent 45 % du PIB ; les sociétés à capital étranger réalisent à elles seules 39 % des exportations (et donc 17 % du PIB) ; les trois quarts des exportations viennent de la sous-traitance et de la transformation de produits importés. L'interdépendance avec Hong Kong est étroite et la province en est désormais l'atelier. Les quatre cinquièmes de ses exportations vont à la colonie ; le montant global du commerce avec Hong Kong représente près de 60 % du PIB de la province. Cette étroite association avec Hong Kong a fait de Canton une province qui monte et dont le poids dans les exportations chinoises a doublé depuis 1978 pour atteindre 21 % en 1992.

## **Hong Kong, source des excédents chinois sur les Etats-Unis et l'Europe, et des déficits chinois sur l'Asie**

Le réseau géographique des flux transitant par Hong Kong montre que l'association des deux Chine a développé une formidable puissance d'exportation vers les Etats-Unis et l'Europe, alors que les pays asiatiques détiennent dans ce réseau des positions dominantes de fournisseurs (graphiques 7 et 8). Parmi les vingt premiers flux bilatéraux qui passent par la colonie, seize ont pour origine la Chine, trois les pays asiatiques (Japon, Taiwan, Corée du Sud). Les pays européens arrivent dans les premiers rangs seulement du côté des destinataires.

### **Les Etats-Unis et l'Europe, principales cibles des réexportations**

En 1992, les deux principaux débouchés, les Etats-Unis et la CEE, reçoivent 60 % des produits chinois réexportés par Hong Kong. Après s'être élargie de 25 % à plus de 35 % de 1982 à 1986, la part des Etats-Unis plafonne, depuis, entre 30 % et 35 %. Les pays de la CEE ont manifestement été ceux où l'ouverture aux produits issus des délocalisations en Chine depuis 1986 a le plus fortement progressé : ils absorbent un quart des réexportations de produits chinois en 1992 contre moins de 10 % dix ans auparavant. L'Allemagne est le principal destinataire (8 %), loin devant le Royaume-Uni (4,5 %) et la France dont la part paraît encore minimale (2,5 %). Les courbes ascendantes qui caractérisent les positions des pays européens dans la distribution géographique de ces réexportations contrastent avec l'évolution des positions asiatiques, stables ou en baisse.

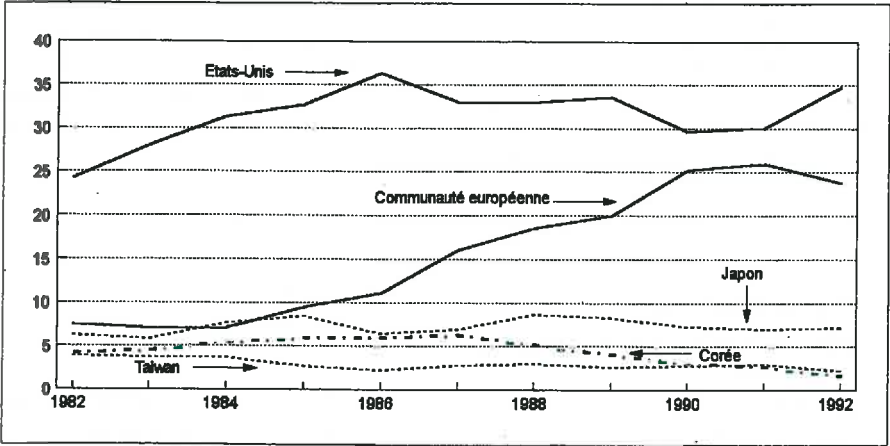
Les flux massifs de produits d'origine chinoise qui arrivent en Europe et aux Etats-Unis présentent des caractéristiques sectorielles analogues : recul de la filière textile-habillement qui reste néanmoins la plus importante et au sein de laquelle s'opèrent des restructurations en faveur de produits à plus forte valeur ajoutée ; montée de la filière « bois, papier, divers » qui comprend les articles manufacturés les plus variés (meubles, jouets, parapluies). Enfin, poussée des filières électrique et électronique, qui montre combien les marchés américains et européens ont soutenu activement le développement des nouvelles industries exportatrices de la Chine dans la deuxième moitié des années quatre-vingt (tableaux 8 et 9).

Aux Etats-Unis, les réexportations par Hong Kong de produits chinois ont été multipliées par vingt de 1982 à 1992 (en dollars courants) et l'évolution de la structure par produits doit être appréciée dans ce contexte ; ainsi, la baisse relative de la part des textiles a correspondu à un montant de ventes multiplié par quatorze.

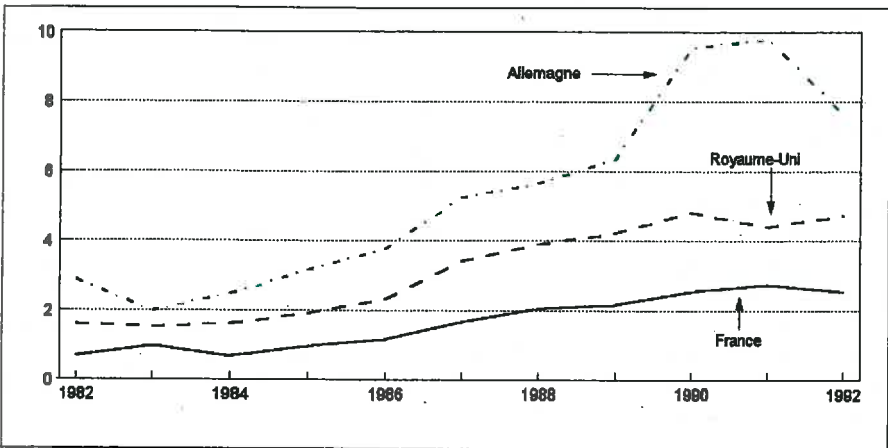
**Structure des exportations chinoises transitant par Hong Kong**

en % (total monde=100)

GRAPHIQUE 7-1



GRAPHIQUE 7-2

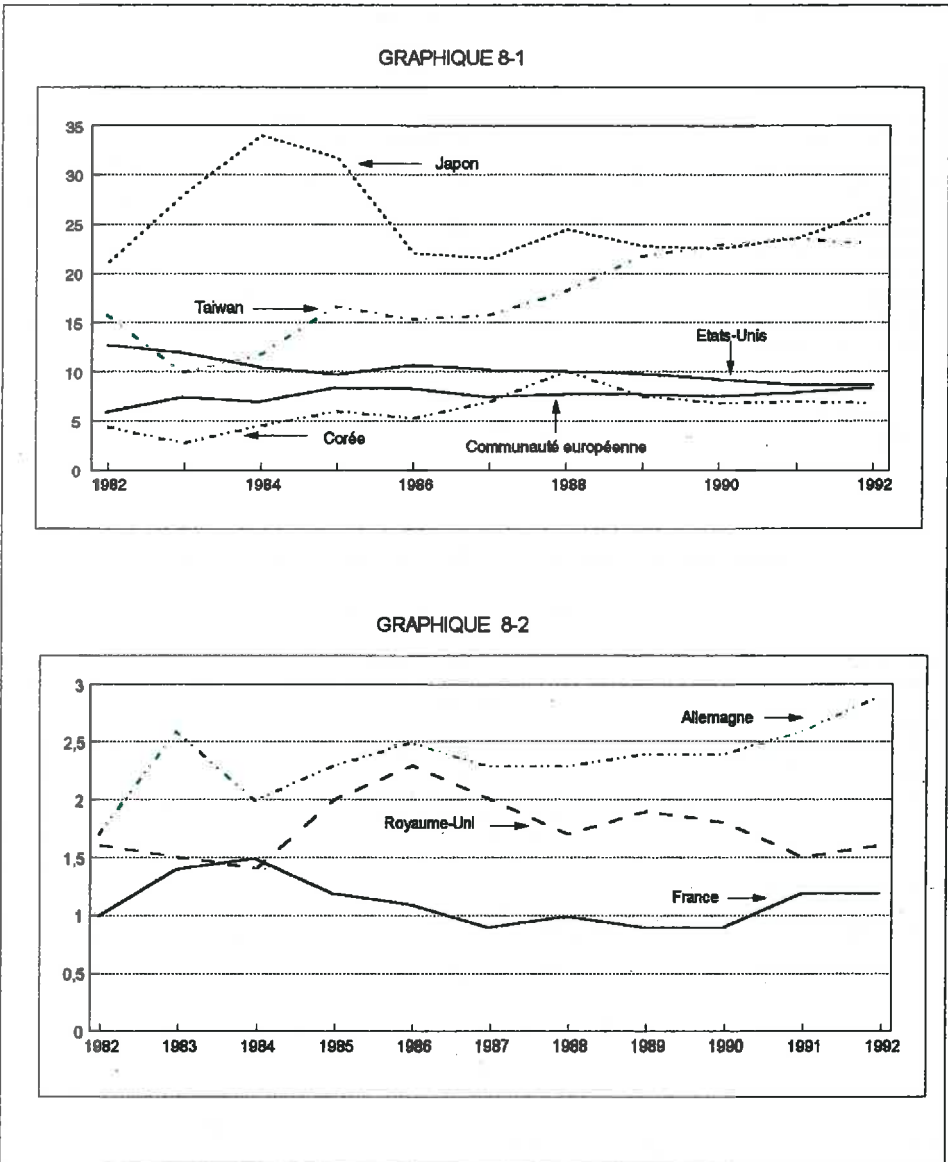


Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce international du CEPII

GRAPHIQUE 8

Structure des importations chinoises transitant par Hong Kong

en % (total monde=100)



Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce international du CEPII

TABLEAU 8

## Composition des échanges Chine - Etats-Unis via Hong Kong

En %

Réexportations de Hong Kong, origine Chine, destination Etats-Unis					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	0	0	Articles manufacturés divers	15,0	25,5
Agro-alimentaire	12,8	1,1	Cuirs, fourrures, chaussures	11,2	22,6
Textile	52,7	36,9	Vêtements de confection	30,0	8,9
Bois - papier	19,2	27,3	Electronique grand public	0,7	6,2
Chimique	9,5	5,7	Appareils électroménagers	0,2	4,7
Sidérurgie	0	0	Vêtements de bonneterie	6,9	3,8
Métallurgie non-ferreux	0,1	0,1	Matériel de télécommunication	0	3,4
Mécanique	2,4	2,3	Articles en matière plastique	0,1	3,4
Véhicules	0	0,5	Appareils et fournitures électriques	0,3	3,3
Matériel électrique	0,5	9,2	Matériels informatique et de bureau	0	2,4
Matériel électronique	1,1	15,4			
Non ventilé	1,7	1,5			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

En %

Réexportations de Hong Kong, origine Etats-Unis, destination Chine					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	0,9	1,0	Articles en matière plastique	5,3	13,4
Agro-alimentaire	21,7	11,6	Matériels informatique et de bureau	7,8	11,7
Textile	6,6	6,2	Pâte à papier	0,7	6,8
Bois - papier	8,2	9,6	Appareils et instruments de mesure	5,0	6,4
Chimique	12,0	23,9	Moteurs, turbines	3,5	4,1
Sidérurgie	4,4	1,3	Tabacs manufacturés	7,3	3,7
Métallurgie non-ferreux	0	2,5	Cuirs, fourrures, chaussures	4,4	3,4
Mécanique	18,1	11,3	Articles manufacturés divers	1,3	3,1
Véhicules	0,4	1,5	Matériel de télécommunication	1,4	2,9
Matériel électrique	2,0	5,4	Appareils et fournitures électriques	11,2	2,7
Matériel électronique	24,9	24,9			
Non ventilé	0,8	0,8			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong.

Chaussures et articles de cuir constituent en 1992 plus d'un cinquième des réexportations vers les Etats-Unis. Dans la filière électrique et électronique, la part des réexportations absorbée par le marché américain est particulièrement élevée pour les matériels de télécommunication (45 %) et l'électroménager (50 %). Dans l'ensemble des activités de réexportation de Hong Kong vers les Etats-Unis, la Chine



TABLEAU 9

## Composition des échanges Chine - CEE via Hong Kong

En %

Réexportations de Hong Kong, origine Chine, destination CEE					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	0	0	Articles manufacturés divers	8,3	22,0
Agro-alimentaire	11,0	1,4	Cuirs, fourrures, chaussures	14,0	14,0
Textile	45,0	34,4	Vêtements de confection	9,9	11,0
Bois - papier	11,0	23,6	Electronique grand public	2,5	10,0
Chimique	7,6	5,5	Vêtements de bonneterie	6,5	6,9
Sidérurgie	0	0	Appareils et fournitures électriques	0,6	3,8
Métallurgie non-ferreux	15,0	0,5	Appareils électroménagers	0	3,7
Mécanique	3,1	3,3	Matériel de télécommunication	0	3,3
Véhicules	0	0,5	Matériels informatique et de bureau	0	3,2
Matériel électrique	0,6	8,7	Quincaillerie	2,7	2,9
Matériel électronique	4,1	20,8			
Non ventilé	2,6	1,3			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

En %

Réexportations de Hong Kong, origine CEE, destination Etats-Unis					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	0,6	0,3	Machines spécialisées pour l' industrie	13,0	12,0
Agro-alimentaire	19,0	13,2	Produits pharmaceutiques	4,4	7,5
Textile	14,0	11,2	Fils et tissus	11,0	5,7
Bois - papier	1,9	3,9	Boissons	11,0	5,6
Chimique	22,0	25,0	Cuirs, fourrures, chaussures	1,6	5,2
Sidérurgie	1,0	2,9	Automobiles particulières	0,4	4,7
Métallurgie non-ferreux	0,6	3,6	Moteurs, turbines	6,3	4,6
Mécanique	31,0	20,7	Articles en matière plastique	4,6	4,5
Véhicules	0,8	5,4	Appareils et fournitures électriques	1,7	3,5
Matériel électrique	2,5	5,5	Appareils et instruments de mesure	3,1	3,4
Matériel électronique	6,7	7,8			
Non ventilé	0,0	0,5			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

Source : Calculs CEPPI d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong.

a désormais une position de monopole puisqu'elle fournit 93 % du transit de la colonie vers cette destination (62 % en 1982).

Sur le marché de l'Europe des Douze, les réexportations par Hong Kong de produits chinois ont été multipliées par 72 de 1982 à 1992, les ventes de textiles par 58 (elles passent de 45 % à 34 % du total en 1992) ; celles-ci ont été soutenues

par les articles de confection et par le secteur des cuirs et chaussures ; dans le secteur de l'habillement (confection - bonneterie), l'Europe des Douze offre en 1991 aux produits chinois réexportés un débouché pratiquement aussi important que les Etats-Unis. Elle apparaît aussi comme une destination privilégiée pour les réexportations de la filière électronique. Electronique grand public, électroménager et fournitures électriques, matériel de télécommunication, informatique ont été en Europe, comme sur le marché américain, les vecteurs de la progression des réexportations dans la deuxième moitié des années quatre-vingt.

En 1992, les deux tiers des produits chinois qui parviennent en Europe et aux Etats-Unis sont passés par Hong Kong. Ce sont ces flux indirects qui sont à l'origine des écarts dans l'appréciation que la Chine et ses partenaires portent sur leur commerce mutuel<sup>1</sup> (tableau 10). Pour les Etats-Unis, les importations de produits chinois se chiffrent à 27 milliards de dollars en 1992, alors que la Chine ne déclare exporter vers les Etats-Unis que pour 8 milliards de dollars. Les réexportations de produits chinois via Hong Kong (18 milliards) comblent précisément cette différence. Elles comblent aussi la plus grande partie de cet écart dans le cas de l'Allemagne, mais ne suffisent pas à l'expliquer dans le cas de la France (niveau extrêmement bas des exportations déclarées par la Chine). A l'inverse, les réexportations vers le Royaume-Uni dépassent les flux enregistrés par chacun des deux partenaires.

Le transit par Hong Kong est ainsi à l'origine des excédents massifs que la Chine enregistre depuis 1986 avec les Etats-Unis et l'Europe ; bien que ces pays utilisent de plus en plus Hong Kong comme voie d'accès au marché chinois, une fraction encore relativement faible de leurs exportations transite par la colonie (autour du quart pour l'Europe, 30 % pour les Etats-Unis), sauf dans le cas du Royaume-Uni (tableau 10).

Pour les Etats-Unis comme pour l'Europe, ces déséquilibres commerciaux avec la Chine ne cèdent désormais en importance qu'à leurs déficits avec le Japon. Mais l'imbrication des intérêts économiques et commerciaux de Hong Kong et de la Chine complique les enjeux des politiques commerciales. Ainsi, les Etats-Unis remettent tous les ans en question le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée accordée à la Chine, mais un éventuel non renouvellement aurait comme conséquence directe, non seulement une baisse des exportations chinoises, de l'ordre de 4,3 milliards de dollars<sup>2</sup>, mais aussi une perte de revenus pour Hong Kong de l'ordre de 2 milliards de dollars<sup>3</sup>. Le gel des quotas d'importation de textiles chinois par les Etats-Unis pour l'année 1994 aura aussi un impact sur le commerce de Hong Kong.

1. Les statistiques douanières des Etats-Unis et des pays européens enregistrent les produits selon leur lieu d'origine et incluent indifféremment les produits venus directement de Chine et ceux réexpédiés par Hong Kong. Au contraire, jusqu'en 1992, les douanes chinoises incluaient dans les exportations vers Hong Kong les produits destinés à en être réexportés.

2. *Financial Times*, 20 mai 1993.

3. *The China Business Review*, juillet-août 1992.

TABLEAU 10

## Le transit par Hong Kong dans les échanges bilatéraux de la Chine

	Importations de la Chine		Exportations de la Chine		Soldes	
	1982	1992	1982	1992	1982	1992
<b>Etats-Unis</b>						
Source Etats-Unis (1)	2 912	7 470	2 502	27 413	- 410	19 943
Via Hong Kong (2)	167	2 353	583	18 147	416	15 794
Source Chine (3)	3 887	8 900	2 313	8 594	- 1 574	- 306
<b>Allemagne</b>						
Source Allemagne (1)	853	3 698	702	7 493	- 151	3 795
Via Hong Kong (2)	21	788	66	3 976	45	3 188
Source Chine (3)	967	4 014	773	2 444	- 194	- 1 570
<b>France</b>						
Source France (1)	336	1 394	433	3 501	97	2 107
Via Hong Kong (2)	12	321	13	1 319	1	998
Source Chine (3)	231	1 495	281	765	50	- 730
<b>Royaume-Uni</b>						
Source Royaume-Uni (1)	179	754	339	1 674	160	920
Via Hong Kong (2)	21	788	38	2 472	17	1 684
Source Chine (3)	260	1 009	308	920	48	- 89
<b>Japon</b>						
Source Japon (1)	3 500	11 967	5 338	16 972	1 838	5 005
Via Hong Kong (2)	275	7 193	149	3 690	124	- 3 503
Source Chine (3)	3 902	13 683	4 806	11 691	904	- 1 992

Sources : (1) Pour les pays occidentaux : « Direction of Trade », FMI.

(2) Réexportations via Hong Kong : Census and Statistics Department, Hong Kong.

(3) Chine : statistiques douanières.

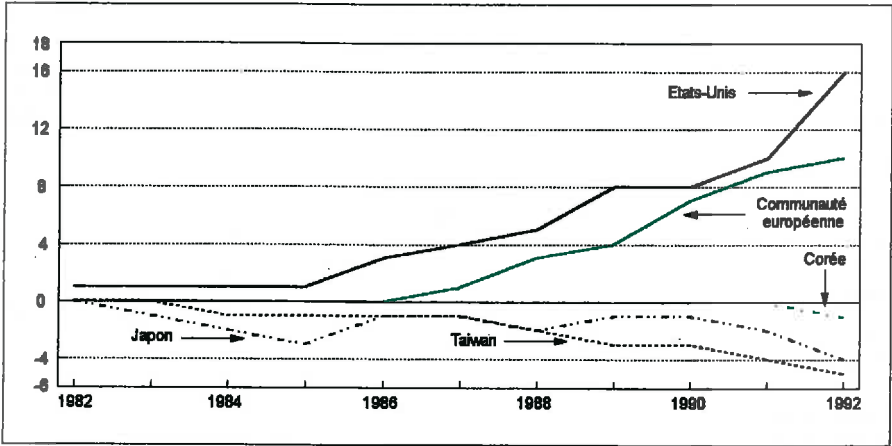
## Les pays asiatiques : Hong Kong comme voie d'accès à la Chine

Le Japon, la Corée et Taiwan se révèlent être des marchés beaucoup moins perméables que les Etats-Unis et l'Europe, et ils reçoivent une fraction globalement déclinante des réexportations de Hong Kong, même si en valeur celles-ci ont fortement augmenté. L'asymétrie entre les pays « occidentaux » et les pays asiatiques dans la distribution des réexportations *en provenance* de Chine est d'autant plus significative qu'elle se retrouve inversée dans la distribution des réexportations *vers* la Chine : les pays asiatiques se taillent la part du lion (plus de 50 % en 1992) comme lieux d'origine des produits transitant par Hong Kong vers la Chine (graphique 8). Dans ses échanges *via* Hong Kong avec le Japon et Taiwan, la Chine enregistre des déficits structurels (graphique 9).

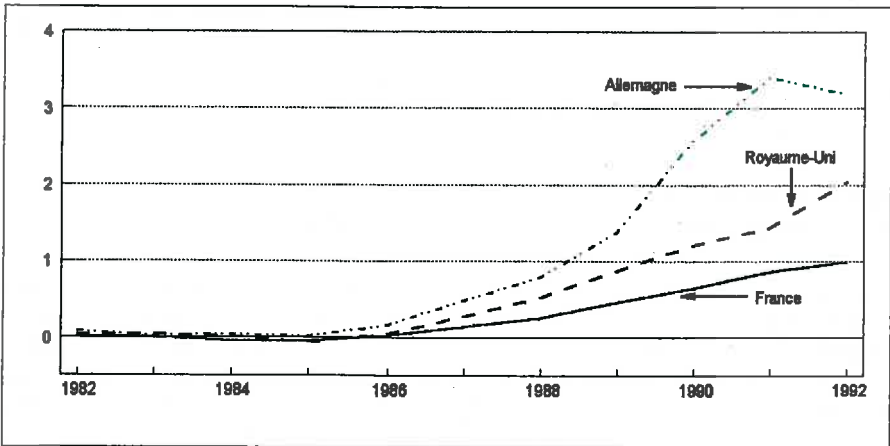
### Soldes du commerce extérieur chinois transitant par Hong Kong

en milliards de dollars des Etats-Unis de 1992

GRAPHIQUE 9-1



GRAPHIQUE 9-2



Source : Calculs CEPII à partir du Census and Statistics Department, Hong Kong et de la base de données CHELEM - Commerce International du CEPII

Après une formidable expansion de 1982 à 1985, les réexportations de produits japonais vers la Chine ont reculé face à la politique menée par Pékin pour rééquilibrer son commerce global avec le Japon. Mais le Japon, malgré sa proximité géographique avec les grands centres économiques du nord et du nord-est de la Chine, utilise largement Hong Kong comme moyen d'accès au marché chinois (pour 50 % environ de ses exportations totales), beaucoup plus que les Etats-Unis et l'Europe. Dans les réexportations japonaises entrent, pour près des quatre cinquièmes en 1992, les produits des filières mécaniques, électriques et électroniques, le matériel de transport (tableau 11). Le Japon détient une position largement dominante dans les réexportations de ces catégories de produits vers la Chine.

La composition par produits des réexportations vers le Japon semble avoir un temps de retard par rapport à celle des réexportations vers l'Europe et les Etats-Unis : la filière textile est encore en pleine expansion grâce à une vigoureuse « remontée » vers les produits finis (vêtements, cuirs) ; les filières électrique et électronique, quoiqu'en progrès, n'atteignent pas l'importance qu'elles ont dans les ventes aux Etats-Unis et à l'Europe (tableau 11).

La politique d'ouverture de la Chine dès ses débuts encourage vigoureusement les liens économiques avec Taiwan et joue sur l'attrait du marché chinois auprès des sociétés taiwanaises pour accélérer un rapprochement que les autorités de Taipei tentent vainement de freiner. En principe, il n'y a toujours pas d'échanges directs entre les deux pays, et la plupart des opérations de commerce ou d'investissement passent par des sociétés de Hong Kong.

La multiplication des contacts d'affaires dans la deuxième moitié des années quatre-vingt et les mesures prises en Chine (province du Fujian) pour favoriser les investissements des « compatriotes » de Taiwan se traduit par l'avancée rapide de Taiwan dans les réexportations de Hong Kong vers la Chine ; elle est, en 1992, à quasi-égalité avec le Japon comme fournisseur indirect. La structure par produits s'est considérablement diversifiée de 1988 à 1992. La filière textile demeure la plus importante, mais ce sont d'une part les produits chimiques, d'autre part ceux des filières mécanique et électrique qui enregistrent les plus fortes progressions ; les premiers correspondent aux besoins chinois en produits intermédiaires et les seconds aux investissements directs de Taiwan sur le continent (tableau 12).

Les réexportations par Hong Kong de produits chinois vers le marché taiwanais plafonnent à un faible niveau (3 % des importations de la Chine via Hong Kong), en raison des limitations très strictes que mettent les autorités de Taipei.

## **Le poids consolidé du bloc Hong Kong – Chine dans l'économie mondiale**

Comme la majeure partie des réexportations par Hong Kong de produits chinois résulte de délocalisations d'industries, les gains de parts de marché de la Chine ont correspondu à des reculs de celles de Hong Kong. Sur les deux grands marchés qui

TABLEAU 11

## Composition des échanges Chine - Japon via Hong Kong

En %

Réexportations de Hong Kong, origine Chine, destination Japon					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	1,5	0	Vêtements de bonneterie	7,6	19,5
Agro-alimentaire	38,2	8,0	Cuirs, fourrures, chaussures	2,1	16,1
Textile	40,9	54,4	Vêtements de confection	4,3	15,2
Bois - papiers	7,5	15,5	Articles manufacturés divers	4,6	14,1
Chimique	3,0	2,3	Gros matériel électrique	0,2	3,9
Sidérurgie	0,1	0,1	Electronique grand public	0,2	2,9
Métallurgie non-ferreux	2,8	0,4	Fils et tissus	23,4	2,2
Mécanique	0,6	0,9	Matériel de télécommunication	0	2,2
Véhicules	0	0,2	Appareils et fournitures électriques	0,1	2,1
Matériel électrique	0,4	6,9	Matériels informatique et de bureau	0	1,9
Matériel électronique	0,4	10,0			
Non ventilé	4,6	1,3			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

En %

Réexportations de Hong Kong, origine Japon, destination Chine					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	0	0	Automobiles particulières	0,4	9,6
Agro-alimentaire	0,5	0,6	Moteurs, turbines	3,0	6,3
Textile	16,9	7,1	Matériel de télécommunication	5,9	6,3
Bois - papiers	6,5	3,6	Fils et tissus	15,8	6,2
Chimique	6,8	10,7	Machines spécialisées industrie	8,2	5,9
Sidérurgie	2,6	6,4	Fer, acier	1,8	5,9
Métallurgie non-ferreux	0,5	1,0	Articles en matière plastique	1,9	5,6
Mécanique	16,9	18,0	Horlogerie	1,9	4,9
Véhicules	11,7	16,4	Appareils et fournitures électriques	3,6	4,7
Matériel électrique	8,1	8,2	Composants électroniques	2,4	4,2
Matériel électronique	28,6	26,9			
Non ventilé	0,9	1,1			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong.

ont été la cible de ces réexportations, les Etats-Unis et la Communauté européenne, les exportations propres de Hong Kong sont en effet en nette perte de vitesse depuis le milieu des années quatre-vingt.

Dans les importations américaines, le poids de Hong Kong augmente jusqu'en 1984 où il atteint 2,3 % et décline ensuite jusqu'à 1,5 % en 1991, soit nettement moins qu'à la fin des années soixante-dix (tableau 13) ; dans le même temps, la

TABLEAU 12

## Composition des échanges Chine - Taiwan via Hong Kong

En %

Réexportations de Hong Kong, origine Taiwan, destination Chine					
Filières	1982	1992	10 premières branches en 1992	1982	1992
Energétique	0	0	Fils et tissus	70,6	33,2
Agro-alimentaire	1,0	1,2	Articles en matière plastique	2,3	12,7
Textile	74,6	38,6	Machines spécialisées	4,6	8,1
Bois - papier	3,6	6,4	Cuirs, fourrures, chaussures	0,9	4,1
Chimique	5,3	18,0	Appareils et fournitures électriques	0,9	3,9
Sidérurgie	0,9	1,0	Articles manufacturés divers	1,6	3,1
Métallurgie non-ferreux	0,2	2,1	Matériel de télécommunication	1,9	3,0
Mécanique	5,5	14,4	Quincaillerie	0,2	2,7
Véhicules	0,8	2,8	Automobiles particulières	0,8	2,5
Matériel électrique	1,7	6,3	Pâte à papier	0,2	2,4
Matériel électronique	5,9	8,1			
Non ventilé	0,5	1,1			
Total	100	100	Total des 72 branches	100	100

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong.

part de la Chine (y compris les réexportations) s'est élevée de 0,9 % à 3,6 %. Les déplacements de parts de marché apparaissent encore plus nettement dans les filières où ont eu lieu les délocalisations : industries du bois-papier où de 1984 à 1991, les exportations chinoises passent de 1,3 % à 10,3 % des importations américaines alors que celles de Hong Kong tombent de 5,4 % à 0,9 % ; matériel électrique où la Chine absente encore en 1984 porte sa part à 5 % en 1991 alors que celle de Hong Kong chute de 7,8 % à 1,8 % ; filière électronique où les tendances sont analogues mais plus récentes. Globalement, néanmoins, le bloc de la Chine « élargie » conquiert une part du marché américain qui est multipliée par 2,5 entre 1978 et 1991 car les industries de Hong Kong transférées sur le continent y ont trouvé des conditions qui ont renouvelé leur dynamisme.

En Europe, les tendances sont analogues mais moins marquées car plus récentes (tableau 14) : elles se manifestent surtout depuis 1987. La Chine gagne 1,2 point de 1987 à 1991, Hong Kong perd 0,4 point sur l'ensemble du marché communautaire. Mais dans les secteurs où ont eu lieu les délocalisations, le recul de Hong Kong est beaucoup plus net : bois-papier (-1,1 point), matériel électrique (-1,1 point), électronique (-0,9) et l'avancée de la Chine encore plus prononcée (respectivement +3,7 points, +3,1 et +1,4).

La zone Hong Kong - Chine peut désormais être considérée comme commercialement intégrée, compte tenu de l'importance et de la nature du commerce entre ses deux composantes. Hors commerce mutuel, le poids de cette zone dans le commerce mondial a juste doublé en dix ans et atteint 3,6 % en 1992. Avec 130 milliards de dollars d'exportations, c'est la deuxième puissance exportatrice

TABLEAU 13

## Parts respectives de la Chine \* et de Hong Kong \*\* dans les importations des Etats-Unis

	Tous produits			Bois-papier			Matériel électrique			Matériel électronique		
	Chine	Chine + Hong Kong		Chine	Chine + Hong Kong		Chine	Chine + Hong Kong		Chine	Chine + Hong Kong	
		Hong Kong			Hong Kong			Hong Kong			Hong Kong	
1978	0,2	1,8	2,0	0,3	5,3	5,6	0,0	3,7	3,7	0,0	4,8	4,8
1984	0,9	2,3	3,2	1,3	5,4	6,7	0,1	7,8	7,9	0,1	4,2	4,3
1991	3,6	1,5	5,1	10,3	0,9	11,2	5,0	1,8	6,8	2,5	1,9	4,4

\* Y compris les réexportations par Hong Kong

\*\* Exportations propres (hors réexportations)

Source : CEPII, base CHELEM-commerce international.

TABLEAU 14

## Parts respectives de la Chine \* et de Hong Kong \*\* dans les importations de l'Europe des Douze

	Tous produits			Bois-papier			Matériel électrique			Matériel électronique		
	Chine	Chine + Hong Kong		Chine	Chine + Hong Kong		Chine	Chine + Hong Kong		Chine	Chine + Hong Kong	
		Hong Kong			Hong Kong			Hong Kong			Hong Kong	
1978	0,5	1,1	1,6	0,9	2,8	3,7	0,0	1,6	1,6	0,1	3,4	3,5
1984	0,8	1,2	2,0	0,9	2,6	3,5	0,1	3,0	4,0	0,1	3,3	3,4
1987	1,4	1,4	3,0	2,0	2,1	4,1	0,2	3,3	0,5	0,5	3,2	3,7
1991	2,6	1,2	3,8	5,7	1,0	6,7	3,3	2,2	5,5	1,9	2,3	4,2

\* Y compris les réexportations par Hong Kong

\*\* Exportations propres (hors réexportations)

Source : CEPII, base CHELEM-commerce international.



en Asie, loin derrière le Japon (340 milliards) et loin devant Taiwan (70 milliards). Le moteur de cette puissance se situe dans les opérations qui associent les entreprises de Hong Kong et celles du continent (réexportations qui font 1,4 % du commerce mondial en 1992). Hors son commerce direct et indirect avec la Chine, Hong Kong a maintenu son poids dans le commerce mondial (0,9 %) ; les échanges extérieurs de la Chine, si l'on exclut les flux destinés à la colonie ou ceux qui empruntent cette voie pour gagner les marchés mondiaux, ont enregistré une progression relativement modérée (de 0,8 à 1,3 %) des exportations mondiales (tableau 15).

TABLEAU 15

## Commerce extérieur consolidé de la zone Chine - Hong Kong

En milliards de dollars

	Total (1) +(2) + (3)	(1) Hong Kong : Exportations hors Chine	(2) Chine : Exportations hors Hong Kong	(3) Réexportations de Hong Kong : origine Chine
1982	34,4 (1,8)	16,8 (0,9)	15,2 (0,8)	2,4 (0,1)
1992	130,8 (3,6)	31,1 (0,9)	47,5 (1,3)	52,2 (1,4)

Chiffres entre parenthèses : en % du commerce mondial

Sources : Douanes chinoises ; Census and Statistics Department, Hong Kong.

La libéralisation et l'ouverture de l'économie chinoise depuis 1979 ont révélé son potentiel considérable de croissance. Hong Kong a pris une part décisive dans cet essor industriel et commercial : elle a fourni à la fois un modèle d'industrialisation et les moyens – financiers et techniques – de le mettre en œuvre. On peut douter cependant que cette industrialisation extravertie puisse fonder durablement le développement économique d'un pays comme la Chine. Les nouvelles capacités de production industrielle sont, pour une grande part, directement articulées sur les marchés étrangers, à la fois pour leurs approvisionnements, leurs débouchés et pour leurs financements. Elles ne constituent pas une structure industrielle intégrée et créent de fortes disparités régionales, en fonction de la proximité des partenaires étrangers ; cette dynamique n'est pas étrangère aux forces centrifuges qui travaillent l'économie chinoise.

Cette stratégie gagnerait sans doute à être infléchie de manière à assurer un développement plus équilibré et plus intégré de l'ensemble de l'économie, davantage centré sur les capacités et les besoins internes. C'est bien d'ailleurs sur l'élargissement de la demande interne qu'avait reposé la croissance dans la première phase des réformes de 1979 à 1984 ; depuis, plusieurs provinces offrent des exemples de forte croissance fondée sur les capacités de financement et d'absorption des marchés intérieurs (Wu Junhua, 1993).

Les réformes d'envergure lancées depuis la fin de 1993 devraient aller dans ce sens. L'établissement d'un système fiscal et la réforme du système bancaire créent un cadre institutionnel propre à unifier l'espace économique chinois, dont le cloisonnement a jusqu'ici inhibé les mouvements inter-provinciaux de marchandises et de capitaux. Les projets de restructuration du secteur d'Etat, par fusions, regroupements et privatisations d'entreprises, s'ils sont menés à bien, renforceront la trame du tissu industriel.

D'ailleurs, la taille de la Chine et la situation de l'économie mondiale excluent que le modèle de croissance tirée par l'exportation qui a fait le succès des NPI puisse être transposé à l'ensemble du continent chinois ou même à sa seule façade maritime. En 1991, le produit intérieur brut de la Chine et de Hong Kong réunis est estimé, aux taux de change courants à 2 % du PIB mondial (400 milliards de dollars) soit presque autant que celui de la Corée du Sud, de Taiwan et de Singapour pris ensemble (2,3 % du PIB mondial). En parité de pouvoir d'achat, le PIB de la Chine est à lui seul trois fois supérieur à celui de ces trois dragons réunis.

### Références

- Almanach of China's Foreign Economic Relations and Trade 1992-1993*, Beijing.
- Béja, J.P. (sous la direction de) (1993), *Hong Kong 1997 : fin de siècle, fin d'un monde ?*, Editions Complexes.
- Bell, M.W., H.E. Khor & K. Kochhar (1993). « China at the Threshold of a Market Economy », *IMF Occasional paper* n° 107, September.
- Bergère, M.C. (1993), « Réforme du communisme et capitalisme chinois d'outre-mer », *Nouveaux Mondes*, n° 2, été.
- Bouteiller, E. (1994), « Attirer un oiseau sur une branche, les investissements de la diaspora en Chine », *Economie internationale*, n° 57, 1<sup>er</sup> trimestre.
- China Custom Statistics*, Monthly, divers numéros. General Administration of Customs of the People's Republic of China. Economic Information and Agency, Hong Kong.
- The China Newsletter*, JETRO, divers numéros, Tokyo.
- The China Quarterly* (1993), « Greater China », n° 136, décembre.
- China Statistical Yearbook 1992*, State Statistical Bureau of the People's Republic of China.
- The China Trade Report*, Hong Kong, (divers numéros).
- Gipouloux, F. (1993), *La Chine vers l'économie de marché ? La longue marche de l'après Mao*, Nathan.
- Harrold, P. & R. Lall (1993), « China : Reform and Development 1992-93 », *World Bank Discussion Paper*, n° 215.
- Hong Kong Annual Digest of Statistics*, 1992, Census and Statistics Department, Hong Kong.
- Jones, R., R. King, & M. Klein, (1992), « The Chinese Economic Area : Economic Integration Without a Free Trade Agreement », OECD, *Economic Department Working Paper*, n° 124.

- Kueh, Y.Y. (1992), « Foreign Investment and Economic Change in China », *The China Quarterly*, n° 131, September.
- Lardy, N.R. (1992), « Chinese Foreign Trade », *The China Quarterly*, op. cit.
- Lemoine, F. (1990), « L'industrialisation des régions côtières chinoises », *Economie prospective internationale*, n° 42, 2<sup>e</sup> trimestre.
- Lemoine, F. (1994), *La nouvelle économie chinoise*, Editions La Découverte, collection Repères, mars.
- Le Monde chinois* (1992), actes du colloque tenu à Hong Kong, les 23 et 24 novembre, édités par la French Business Association et le poste d'expansion économique de Hong Kong.
- Lettre de Chine*, poste d'expansion économique en Chine.
- Pomfret, R. (1994), « Foreign Direct Investment in a Centrally Planned Economy : Lessons from China : Comment on Kamath », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 42, number 2, January.
- Vogel, E. (1989), *One Step Ahead in China : Guangdong Under Reform*, Harvard University Press.
- Wu Junhua (1993), « Economic Growth and Regional Development Strategy in China », *Japan Research Quarterly*, vol 2, n° 3, Summer.
- Youngson, A.J. (1983), *China and Hong Kong : the Economic Nexus*, Oxford University Press.

## Annexe

TABLEAU 1A

### Evolution des coûts salariaux\* à Hong Kong et à Taiwan

En dollars des Etats-Unis de 1980

Années	Hong Kong	Taiwan
1975	1,25	0,65
1976	nd	nd
1977	nd	nd
1978	1,52	0,81
1979	1,52	0,91
1980	1,51	0,98
1981	1,58	1,07
1982	1,68	1,16
1983	1,75	1,22
1984	1,80	1,31
1985	1,87	1,39
1986	1,97	1,47
1987	2,03	1,61
1988	2,15	1,78
1989	2,26	2,00
1990	2,38	2,19
1991	2,62	2,34
1992	3,89	3,19

\* Déflatés par le prix du PIB

Source : Bureau of Labor Statistics.

TABLEAU 2B

## Hong Kong : structure par filières des réexportations vers la Chine

En %

	1982	1985	1992
Energétique	1,0	0,5	2,1
Agro-alimentaire	13,7	5,2	4,9
Textile	35,8	22,5	14,4
Bois - papier	5,1	5,2	5,5
Chimique	9,2	9,2	16,1
Sidérurgie	1,9	4,3	3,6
Non ferreux	0,4	2,0	3,1
Mécanique	12,0	13,1	13,1
Véhicules	2,9	6,0	5,8
Matériel électrique	3,0	6,2	5,5
Matériel électronique	13,2	14,3	14,6
Non ventilé	1,8	1,5	1,3
Total	100	100	100

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong

TABLEAU 3C

## Hong Kong : réexportations vers la Chine - principaux produits

En %

	1982	1985	1992
Fils et tissus	32,3	20,4	19,5
Articles en matières plastiques	3,0	2,7	8,9
Machines spécialisées	5,1	5,6	5,6
Automobiles particulières	0,3	1,1	3,8
Matériel de télécommunication	2,4	5,8	3,6
Cuir, fourrures, chaussures	1,8	1,2	3,4
Appareils et fournitures électriques	1,6	2,3	3,3
Fer et acier	1,0	3,9	3,3
Moteurs, turbines	1,8	2,8	3,2
Matériel informatique et de bureau	1,9	4,3	2,9
Métallurgie non-ferreuse	0,5	1,9	2,7
Pâte à papier	0,7	0,9	2,4
Composants électroniques actifs	1,1	3,7	2,3
Articles manufacturés divers	3,0	3,3	2,2
Produits raffinés du pétrole	0,9	0,5	2,1
Total	100	100	100

Source : Calculs CEPII d'après les données du Census and Statistics Department, Hong Kong.